



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australie

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 5 au 9 janvier 2026

English summary

Southern Africa

- The Chinese Minister of Foreign Affairs, Wang Yi, is carrying out his annual tour of Africa from 7 to 12 January 2026, visiting Ethiopia, Somalia, Tanzania, and Lesotho as part of the Belt and Road Initiative, with the aim of strengthening trade, investment, and access to strategic resources.

South Africa

- The S&P Global Purchasing Managers' Index (PMI) for South Africa fell to 47.7 in December, down from 49.0 in November, remaining below the 50 threshold that separates growth from contraction.
- South Africa has amended its plan to restructure Eskom by grouping its generation, distribution, transmission, and renewable energy activities under a single holding company, instead of creating fully independent entities as initially planned in 2019.
- According to the National Association of Automobile Manufacturers of South Africa (NAAMSA), the new vehicle market recorded strong momentum in 2025, with domestic sales rising by 15.7% to nearly 597,000 units.
- The South African government has amended certain provisions of the Competition Act to relax antitrust rules for economic sectors heavily affected by very high electricity costs.

Angola

- The IMF, which visited Luanda in December 2025 as part of its annual Article IV review, notes the strained resilience of the Angolan economy.

- On 6 January, the African Diamond Producers Association (ADPA), headquartered in Luanda, reaffirmed its strong commitment to the Kimberley Process, a key international mechanism for certifying rough diamonds.
- The Angolan government has secured external financing of USD 250 million from the Africa Finance Corporation (AFC) to support the launch of public investment projects.

Botswana

- The government of Botswana has announced its intention to open an embassy in Moscow and expand economic relations with Russia.

Malawi

- The International Monetary Fund (IMF) considers that the mid-term review of Malawi's 2025/2026 budget is insufficient to contain macroeconomic imbalances.

Mozambique

- TechnipFMC has secured a major contract for the development of Coral North FLNG off the coast of Mozambique.
- Mozambique and the United States have signed a bilateral health cooperation agreement worth USD 1.8 billion.

Zambia

- Zambia has held preliminary talks with China on a potential currency swap to reduce risks linked to transactions with its main bilateral creditor.
- Zambia has decided not to request a new extension of the IMF financing program that it has benefited from since August 2022.

Zimbabwe

- Zimbabwe has finally abandoned plans to increase the gold royalty and maintains a 5% rate for sales between USD 1,200 and 5,000 per ounce.
- Billionaire Strive Masiyiwa plans to create a new industrial and technology park in Harare.
- Zimbabwe has issued new regulations limiting foreign participation in certain reserved sectors.

Le chiffre à retenir

15,7 %

Le marché des véhicules neufs a connu une forte dynamique en 2025, avec une hausse de 15,7 % des ventes domestiques, atteignant près de 597 000 unités.

A LA UNE – Afrique australe

Visite en Afrique du ministre chinois des Affaires étrangères : la Chine sécurise ses ressources et renforce ses partenariats

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, effectue du 7 au 12 janvier 2026 sa tournée annuelle en Afrique, visitant l’Éthiopie, la Somalie, la Tanzanie et le Lesotho, dans le cadre de la Belt and Road Initiative, afin de renforcer le commerce, l’investissement et l’accès aux ressources stratégiques. En Tanzanie, hub logistique reliant l’Afrique centrale riche en minéraux à l’océan Indien, des entreprises chinoises rénovent le chemin de fer Tazara vers la Zambie, essentielle pour sécuriser l’approvisionnement en cuivre. La Zambie prévoit de porter sa production de cuivre de 820 676 tonnes en 2024 à près de 1 million de tonnes en 2025, avec un objectif de 3 millions de tonnes par an d’ici 2031. Tazara constitue une alternative au corridor de Lobito, projet soutenu par les États-Unis et l’Union européenne, qui vise à relier la Zambie aux ports atlantiques via l’Angola et la République démocratique du Congo. Au Lesotho, la Chine promeut le libre-échange, offrant un accès sans droits de douane à son marché, afin de compenser l’impact des droits de douane américains, désormais fixés à 15%. Cette tournée illustre la stratégie de Pékin en Afrique orientale et australe, combinant infrastructures, commerce, investissements industriels et sécurisation des ressources, tout en renforçant la connectivité régionale.

Sommaire :

Afrique du Sud

- Le PMI sud-africain reste sous la barre des 50 points pour le troisième mois consécutif
- Eskom : une holding unique inquiète investisseurs et bailleurs de fond
- Les ventes de véhicules neufs ont augmenté de 15,7 % en Afrique du Sud en 2025, dépassant leur niveau prépandémie
- L'Afrique du Sud assouplit certaines règles de concurrence pour permettre aux entreprises industrielles de négocier collectivement des tarifs préférentiels pour l'électricité

Angola

- La croissance angolaise devrait être modeste en 2026
- L'Association des pays africains producteurs de diamants réaffirme son ancrage dans le Processus de Kimberley
- 250 MUSD pour relancer les projets publics angolais

Botswana

- Le Botswana prévoit d'ouvrir une ambassade à Moscou et annonce vouloir attirer des investissements russes dans le secteur minier

Malawi

- Le FMI appelle à un rééquilibrage budgétaire plus crédible

Mozambique

- TechnipFMC a remporté un contrat d'envergure pour le développement de Coral North FLNG, au large du Mozambique.
- Le Mozambique et les États-Unis ont signé un accord bilatéral de coopération dans le domaine de la santé d'un montant de 1,8 Md USD

Zambie

- Zambie : des pourparlers avec la Chine pour un échange de devises
- La Zambie décide de ne pas prolonger le programme de financement octroyé par le FMI

Zimbabwe

- Abandon de la hausse de la redevance sur l'or et relèvement du seuil de la taxe sur les revenus exceptionnels
- Le milliardaire zimbabwéen Strive Masiyiwa prévoit la création d'un nouveau parc industriel et technologique à Harare
- Le Zimbabwe publie de nouvelles réglementations limitant la participation étrangère dans certains secteurs réservés

Afrique du Sud

Le PMI sud-africain reste sous la barre des 50 points pour le troisième mois consécutif

L'indice PMI (Purchasing Managers' Index) S&P Global pour l'Afrique du Sud a chuté à 47,7 en décembre, après 49,0 en novembre, restant sous le seuil de 50 qui sépare croissance et contraction. Cet indicateur, qui reflète la confiance du secteur privé (mines, industrie manufacturière, services, construction et commerce) sur la base d'un panel de 400 entreprises, montre un recul marqué de l'activité, avec une baisse significative de la production et des nouvelles commandes, en raison d'une demande intérieure affaiblie et d'une contraction des exportations après une légère hausse en novembre.

Malgré ce contexte, l'emploi a progressé légèrement pour le troisième mois consécutif, et les entreprises restent optimistes pour 2026, espérant un redressement économique et le lancement de nouveaux projets. Les coûts des intrants ont légèrement diminué grâce à un rand plus fort face au dollar américain, bien que les prix de certains produits comme le carburant et les véhicules aient augmenté. Le rand a terminé 2025 avec un gain annuel de près de 13% par rapport au dollar américain, sa meilleure performance depuis 16 ans, reflétant la faiblesse générale du billet vert.

Eskom : une holding unique inquiète investisseurs et bailleurs de fond

L'Afrique du Sud a modifié son projet de restructuration d'Eskom en regroupant ses activités de production, de distribution, de transmission et d'énergies renouvelables sous une société holding unique, au lieu de créer des entités totalement

indépendantes comme prévu initialement en 2019.

Cette décision suscite des inquiétudes parmi les créanciers, investisseurs et bailleurs de fonds internationaux, qui estiment qu'elle compromet la mise en place d'un marché de l'électricité concurrentiel et crée des conflits d'intérêts, notamment parce que la filiale de transmission resterait sous le contrôle du conseil d'administration d'Eskom.

Les experts avertissent que ce changement pourrait freiner l'accès aux financements internationaux, notamment ceux du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), et compliquer le financement des nouvelles lignes de transmission, estimées à 440 Mds ZAR, essentielles pour le développement des énergies renouvelables.

Eskom affirme que cette structure respecte la législation actuelle et que les conflits d'intérêts seront gérés par un futur opérateur de système indépendant. Toutefois, les critiques soulignent que le plan révisé s'écarte des normes internationales, risque de décourager les investisseurs privés et pourrait ralentir la transition énergétique du pays.

Les ventes de véhicules neufs ont augmenté de 15,7 % en Afrique du Sud en 2025, dépassant leur niveau prépandémie

Selon la National Association of Automobile Manufacturers of South Africa (NAAMSA), le marché des véhicules neufs a connu une forte dynamique en 2025, avec une hausse de 15,7 % des ventes domestiques, atteignant près de 597 000 unités. Cette performance s'explique par l'amélioration relative de la conjoncture économique, la baisse des taux d'intérêt mais aussi des prix compétitifs, dus notamment à la concurrence croissante de

véhicules à bas coûts importés d'Inde et de Chine.

La croissance a concerné presque tous les segments : les voitures particulières ont enregistré la plus forte progression (+20,1 %), suivies des véhicules utilitaires légers (+7,8 %) et moyens (+5,6 %). Seuls les ventes de poids lourds et les bus ont reculé (-3 %).

Les exportations de véhicules neufs ont également progressé, quoique plus modestement (+4,4 %), franchissant pour la première fois le seuil des 400 000 unités. L'Europe demeure le principal marché d'exportation, et l'assouplissement partiel de l'interdiction des moteurs thermiques prévue pour 2035 offre un léger répit aux constructeurs sud-africains.

Toutefois, ce répit ne doit pas retarder l'adaptation stratégique du secteur à la transition vers la mobilité propre, indispensable pour préserver la compétitivité à l'export. L'industrie attend par ailleurs des orientations claires du gouvernement sud-africain concernant les dispositifs de soutien, dans un contexte de bascule mondiale vers les véhicules électriques. L'environnement extérieur demeure incertain, marqué par des tensions géopolitiques et l'introduction de droits de douanes (30%) par les Etats-Unis qui rendent ce marché difficilement accessible aux exportateurs locaux.

Pour 2026, une nouvelle hausse des ventes domestiques de 9 % à 11 % est anticipée, portée notamment par l'offensive à l'export des constructeurs chinois face au ralentissement de leur marché intérieur, où la concurrence est extrême.

L'Afrique du Sud assouplit certaines règles de concurrence pour permettre aux entreprises industrielles de négocier collectivement des tarifs préférentiels pour l'électricité

Le gouvernement sud-africain a modifié certaines dispositions du Competition Act (loi sur la concurrence) afin d'assouplir les

règles anti-trust pour les secteurs économiques fortement affectés par des coûts d'électricité très élevés. Ces changements, publiés le 5 janvier, étendent le champ d'application de l'Energy Users Block Exemption, ce qui permet à des entreprises d'« industries en difficulté » de coopérer pour négocier ensemble des approvisionnements en énergie, partager des capacités de production de secours et traiter collectivement avec des fournisseurs, à condition de ne pas pratiquer de fixation de prix sur leurs produits ou services.

L'assouplissement vise en particulier les industries à forte intensité énergétique, notamment les producteurs de ferrochrome et de ferromanganèse, qui sont des composants clés de l'industrie sidérurgique. Ces secteurs ont réduit leurs activités, mis des installations en veille ou procédé à des licenciements massifs, en grande partie à cause de l'augmentation rapide des coûts d'électricité. La compétitivité a également été affectée par la concurrence internationale, notamment de la Chine, où l'électricité est moins onéreuse.

Dans le contexte plus large, l'économie sud-africaine fait face à une hausse prolongée des coûts de l'énergie et à des problèmes d'approvisionnement remontant à plusieurs années, avec des interruptions de courant fréquentes qui ont pesé sur la production et la confiance des acteurs économiques. Récemment, l'organe de régulation sud-africain Nersa a publié une consultation publique proposant que les consommateurs couvrent 76 Mds ZAR (3,7 Mds EUR) supplémentaires dans leurs tarifs d'électricité pour compenser des erreurs commises lors de la fixation des revenus d'Eskom, après qu'un accord antérieur de 54 Mds ZAR (2,8 Mds EUR) ait été annulé par la Haute Cour. Le gouvernement a approuvé des mesures supplémentaires, comme des plans pour renégocier les prix de l'électricité et envisager des contrôles ou taxes sur certaines exportations de

matières premières, afin d'atténuer ces pressions.

Angola

La croissance angolaise devrait être modeste en 2025

Le FMI, qui s'est rendu à Luanda en décembre 2025 dans le cadre de son examen annuel au titre de l'Article IV, relève la résilience sous tension de l'économie angolaise. Celle-ci a enregistré une décélération notable, la croissance étant estimée à 2,1 % pour 2025, contre 4,4 % l'année précédente. Ce ralentissement s'explique principalement par l'érosion continue de la production pétrolière, cœur de l'économie nationale, malgré des efforts de diversification dans les secteurs non pétroliers. Sur le plan budgétaire, bien que le FMI reconnaîsse la capacité de l'Angola à honorer ses engagements financiers, les experts soulignent une augmentation des risques liés au service de la dette extérieure. Les pressions sur les finances publiques ont été accentuées par un environnement mondial volatil, limitant les marges de manœuvre du gouvernement. Le Fonds exhorte les autorités à maintenir une discipline budgétaire rigoureuse. Les recommandations prioritaires pour 2026 incluent :

- La limitation des nouveaux emprunts pour stabiliser le ratio d'endettement (autour de 60 % du PIB).
- Une gestion accrue de la flexibilité du taux de change pour absorber les chocs externes.
- L'accélération des réformes structurelles visant à stimuler l'investissement privé hors hydrocarbures.

Le rapport final de cette consultation, qui validera les perspectives pour l'année 2026, devrait être formellement examiné

par le Conseil d'administration du FMI en février prochain

L'Association des pays africains producteurs de diamants réaffirme son ancrage dans le Processus de Kimberley

Le 6 janvier, l'Association des pays africains producteurs de diamants (ADPA), dont le siège est établi à Luanda, a réaffirmé son ferme engagement en faveur du Processus de Kimberley, mécanisme international clef de certification des diamants bruts. L'organisation a salué l'élection de l'Inde à la présidence du Processus et exprimé la disponibilité de ses États membres à coopérer étroitement avec la nouvelle direction afin de renforcer la crédibilité, la transparence et l'efficacité du dispositif. L'ADPA a par ailleurs tenu à clarifier que l'African Diamond Council (ADC) n'était pas affilié à l'association ni autorisé à utiliser ses symboles officiels, rappelant ainsi son rôle central, depuis sa création en 2006, dans la défense des intérêts africains au sein de la filière diamantifère mondiale.

250 M USD pour relancer les projets publics angolais

Le gouvernement angolais a sécurisé un financement externe de 250 MUSD auprès de l'Africa Finance Corporation (AFC) afin de soutenir le lancement de projets d'investissement public. Approuvé par le Président de la République, ce prêt est destiné à couvrir les paiements initiaux de ces projets, pouvant représenter jusqu'à 25 % de leur coût total. La ministre des Finances a été mandatée pour finaliser les négociations et signer l'accord de financement, une opération qui vise à renforcer la capacité de l'État à concrétiser ses priorités en matière d'infrastructures et de développement public dans un contexte budgétaire contraint.

Botswana

Le Botswana prévoit d'ouvrir une ambassade à Moscou et annonce vouloir attirer des investissements russes dans le secteur minier

Le gouvernement du Botswana a annoncé son intention d'ouvrir une ambassade à Moscou et d'étendre ses relations économiques avec la Russie. Cette initiative fait partie d'un élargissement de la diplomatie et de l'attraction d'investissements étrangers, ciblant particulièrement le secteur minier. L'exécutif botswanais met en avant la stabilité politique et économique du pays comme un facteur attractif pour les investisseurs russes.

Dans ce cadre, les autorités botswanaises ont invité des entreprises et capitaux russes à s'intéresser à l'exploitation de terres rares ainsi qu'au secteur des diamants, qui représente une part importante de l'économie nationale (environ 20% du PIB). Le Botswana est le second producteur mondial de diamants (en volume) et cherche à diversifier ses partenariats économiques face à un contexte de marché difficile, y compris une baisse de la demande dans certains marchés traditionnels. L'économie nationale s'est ainsi contractée de près de 0,9% en 2025 (après -3% en 2024), à cause notamment de la chute des cours mondiaux du diamant.

Cette orientation vers la Russie s'inscrit aussi dans un contexte plus large de rééquilibrage des relations économiques internationales, alors que le pays négocie parallèlement avec d'autres partenaires (par exemple les États-Unis pour des questions tarifaires liées aux diamants).

Malawi

Le FMI appelle à un rééquilibrage budgétaire plus crédible

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la revue à mi-parcours du budget 2025/2026 du Malawi est insuffisante pour contenir les déséquilibres macroéconomiques, bien qu'elle traduise des efforts de mobilisation des recettes. Le budget a été revu à la hausse de 512,6 Mds de kwachas par rapport à la loi de finances initiale (de 8 000 Mds à 8500 Mds de Kwachas). Cette révision s'est accompagnée d'un creusement du déficit budgétaire, désormais projeté à 3 100 Mds de kwachas, contre 2 500 Mds initialement.

Selon le représentant résident du FMI, Nelnan Koumtingue, la persistance de déficits élevés, combinée à une dépendance accrue au financement domestique et à une dette publique en hausse, constitue une menace pour la stabilité macroéconomique du pays. Pour le second semestre de l'exercice, les recettes et dons sont estimés à 3 000 Mds de kwachas, tandis que les dépenses devraient atteindre 4 200 Mds de kwachas.

Dans un contexte marqué par une inflation de 27,9 % et une croissance fragile, le FMI exhorte les autorités à dépasser les ajustements conjoncturels et à engager des réformes budgétaires structurelles, adossées à un cadre budgétaire à moyen terme, afin de réduire durablement le déficit, maîtriser la dette et restaurer les conditions d'une reprise économique soutenable.

Mozambique

TechnipFMC a remporté un contrat d'envergure pour le développement de Coral North FLNG, au large du Mozambique.

L'entreprise a conclu un contrat substantiel d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et d'installation (EPCI) avec Eni S.p.A. pour le projet Coral North, deuxième unité flottante de liquéfaction de gaz naturel (FLNG) du pays. Le projet est situé en eaux profondes, à environ 2 000

mètres de profondeur. Dans le cadre de ce contrat, TechnipFMC assurera la fabrication et l'installation de conduites d'écoulement et de colonnes montantes flexibles, ainsi que l'installation de collecteurs et d'ombilicaux sous-marins.

Coral North est une réplique du terminal FLNG Coral South, avec un investissement estimé à 7,2 Mds USD, sous la direction d'Eni. Le projet développera les ressources gazières de la zone 4 du bassin du Rovuma. Conçu pour doubler la capacité nationale de production de GNL grâce à une installation jumelle de Coral South, Coral North ajoutera une capacité de 3,6 millions de tonnes par an et positionnera le Mozambique comme un producteur clé de GNL en Afrique. Le démarrage de la production est prévu pour 2028.

Le Mozambique et les États-Unis ont signé un accord bilatéral de coopération dans le domaine de la santé d'un montant de 1,8 Md USD

Dans un communiqué daté du 15 décembre 2025, le gouvernement américain a annoncé la signature, à Washington, D.C., d'un protocole d'accord de coopération bilatérale en matière de santé, d'une durée de cinq ans, dans le cadre de l'initiative America First Global Health Strategy. L'accord a été signé par le vice-secrétaire d'État américain, Christopher Landau, et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique, Maria Manuela dos Santos Lucas. Le Département d'État des États-Unis prévoit de mobiliser jusqu'à 1,8 Md USD pour renforcer les actions de prévention du VIH/SIDA (notamment grâce au médicament lenacapavir), ainsi que celles de lutte contre le paludisme.

Dans le cadre de ce protocole d'accord, la République du Mozambique s'engage à augmenter d'environ 30 % la part des dépenses nationales de santé dans le budget de l'État au cours des cinq prochaines années, par rapport aux niveaux

actuels. Ces fonds serviront à améliorer la santé maternelle, néonatale et infantile, ainsi qu'à renforcer les efforts nationaux visant à éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Pour mémoire, des accords similaires ont été conclus avec d'autres pays de la région, notamment le Lesotho, l'Eswatini et le Botswana.

Zambie

Zambie : des pourparlers avec la Chine pour un échange de devises

La Zambie a tenu des pourparlers préliminaires avec la Chine sur un éventuel échange de devises (swap) afin de réduire les risques associés aux transactions avec son principal créancier bilatéral et de faciliter le paiement du service de sa dette. Ces discussions interviennent alors que la Zambie s'efforce de finaliser la mise en œuvre du processus de restructuration de dette engagé depuis la fin de l'année 2022.

Par ailleurs, le pays est devenu le premier en Afrique à autoriser le paiement des taxes et redevances minières en yuan chinois, aux côtés du dollar américain, dans un cadre ciblé et non obligatoire. Selon les projections gouvernementales pour 2026, les paiements devraient rester majoritairement libellés en dollars américains (60%), environ 25 % étant effectués en kwachas zambiens et près de 15 % en yuan chinois. Cette option, réservée à un nombre limité d'entreprises minières disposant de liens commerciaux étroits avec la Chine, vise à réduire les coûts, commissions et délais liés aux conversions de devises, ainsi qu'à faciliter le service de la dette extérieure partiellement libellée en CNY, sans remettre en cause le rôle du kwacha comme monnaie légale pour les transactions domestiques.

Cette initiative illustre l'influence financière croissante de la Chine en Afrique et le rôle du continent comme terrain

d'expérimentation pour l'internationalisation du yuan (l'Éthiopie a également engagé des discussions similaires).

La Zambie décide de ne pas prolonger le programme de financement octroyé par le FMI

La Zambie a décidé de ne pas demander de nouvelle extension du programme de financement du FMI dont elle bénéficiait depuis le mois d'août 2022, et qui arrive à échéance ce mois-ci. Alors que le gouvernement espérait initialement obtenir un prêt supplémentaire du FMI de 145 M USD sur un an, il a finalement décidé de laisser le programme expirer à la fin du mois de janvier, date à laquelle le conseil d'administration du FMI examinera la sixième et dernière revue du programme. Il pourrait en revanche demander l'octroi d'un nouveau programme, à des conditions qu'il espère plus favorables.

Le pays bénéficie de la hausse record des prix du cuivre et finalise un processus de restructuration de sa dette externe débuté fin 2022, ce qui a soutenu le kwacha, dont la progression se poursuit en 2026.

Zimbabwe

Abandon de la hausse de la redevance sur l'or et relèvement du seuil de la taxe sur les revenus exceptionnels

Le Zimbabwe a finalement renoncé à augmenter la fiscalité sur l'or, maintenant une redevance à 5 % pour les ventes entre 1200 et 5 000 USD l'once, la hausse à 10 % ne s'appliquant qu'au-delà de 5 000 USD l'once, tandis que les petits exploitants continueront de payer 2 % maximum. Cette décision suit les avertissements du secteur minier sur l'impact négatif d'une hausse sur l'investissement et le développement de projets majeurs, tels que *Bilboes de Caledonia Mining* (500 M USD).

Le secteur affiche une forte dynamique : la production d'or a atteint 42 tonnes métriques sur les 11 premiers mois de 2025, contre 37 tonnes en 2024, confirmant la croissance soutenue du pays parmi les principaux producteurs africains.

Le milliardaire zimbabwéen Strive Masiyiwa prévoit la création d'un nouveau parc industriel et technologique à Harare

Le projet vise à développer un parc industriel de 300 hectares près de l'aéroport international de Harare, porté par Econet InfraCo, une branche du groupe de télécommunications Econet, fondée par [Strive Masiyiwa](#). Ce parc doit intégrer une centrale solaire de 100 MW et un grand centre de données, avec pour objectif de répondre aux besoins fondamentaux des entreprises en matière d'énergie, d'eau et de connectivité, et ainsi réduire les obstacles habituels à l'investissement.

Le développement annoncé s'inscrit dans une démarche plus large de restructuration et de valorisation des actifs d'Econet, avec des plans d'introduction en bourse d'Econet InfraCo sur la Victoria Falls Stock Exchange afin d'attirer du capital à long terme. Une fois achevé et approuvé par les autorités, ce projet devrait figurer parmi les plus importantes initiatives du secteur privé au Zimbabwe, en ligne avec les objectifs gouvernementaux de relance de l'industrialisation et de croissance des exportations.

Le Zimbabwe publie de nouvelles réglementations limitant la participation étrangère dans certains secteurs réservés

Les autorités zimbabwéennes ont publié en décembre 2025 les *Indigenisation and Economic Empowerment (Foreign Participation in Reserved Sectors) Regulations, 2025* (Statutory Instrument 215), établissant un cadre juridique pour encadrer la participation des

étrangers dans certains secteurs économiques dits « réservés ».

Ces règlements définissent 17 secteurs dans lesquels la présence étrangère est restreinte ou soumise à conditions spécifiques, et introduisent des exigences nouvelles pour les investisseurs étrangers, notamment l'obligation d'obtenir un permis d'exploitation et de satisfaire à des seuils minimaux d'investissement et d'emploi selon le secteur concerné.

Ces dispositions imposent notamment aux entreprises étrangères déjà présentes dans ces secteurs de soumettre un plan de mise en conformité dans un délai de 30 jours et de réduire leur participation au profit de citoyens zimbabwéens. Concrètement, ces entreprises doivent céder 75 % de leur capital social à des citoyens du Zimbabwe sur une période de trois ans, par tranches annuelles d'au moins 25 %. Des règles de transparence renforcées sur la propriété effective des entreprises sont également introduites, avec des déclarations sous

serment et des sanctions en cas de non-respect.

Les secteurs réservés couvrent des activités variées telles que le commerce de détail et de gros, le transport de passagers, les agences d'emploi et immobilières, les salons de beauté et les boulangeries, le broyage de grains, la publicité, l'artisanat local, l'exploitation minière artisanale, le forage de puits et la logistique. Dans plusieurs de ces secteurs, des exceptions ou des conditions d'accès subsistent pour des entreprises internationales ou des investissements significatifs, mais l'objectif affiché des réglementations est d'élargir la participation économique des citoyens zimbabwéens tout en canalisant l'investissement étranger vers des segments à fort impact économique.

Ces réglementations pourraient néanmoins représenter une barrière majeure d'accès au marché pour les investisseurs étrangers, particulièrement les nouveaux entrants et ceux dont la présence locale reste limitée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr